

Nouveautés législatives russes

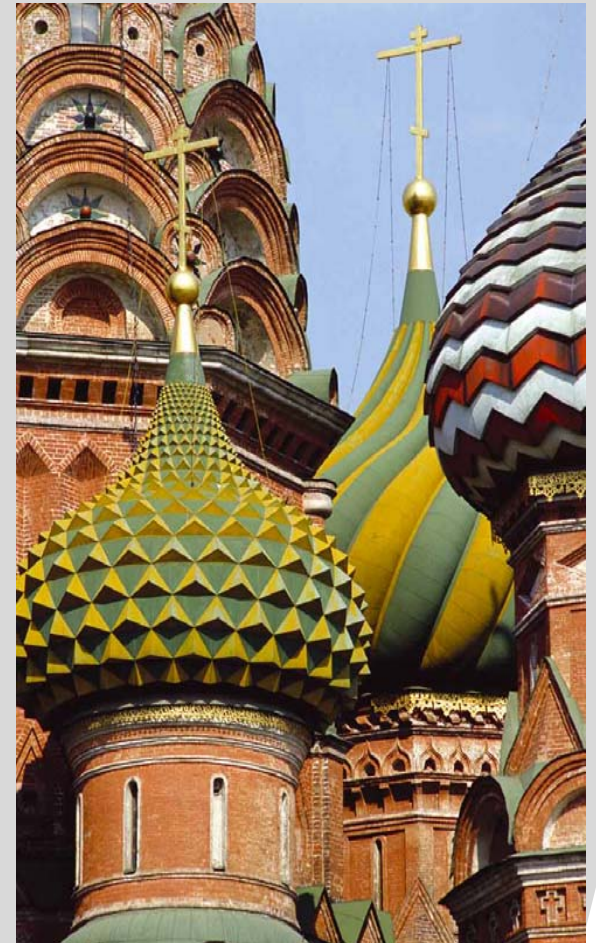
CMS, Russie

Février 2010

Nouveautés législatives russes

Sommaire

- Nouveautés dans le domaine juridique
 - Financement
 - Immobilier
 - Commerce
 - Environnement
- Nouveautés dans le domaine fiscal
 - Impôt sur les profits
 - TVA
 - Contributions Sociales
 - Décriminalisation de la sphère fiscale
- Perspectives
 - Droit des sociétés
 - Droit commercial
 - Droit douanier
 - Droit fiscal



Financement

Conversion de dette en capital

— Aspects juridiques

- Suppression du principe d'interdiction de la capitalisation des dettes
- Augmentations de capital par incorporation de créances possibles
 - SARL: décision unanime des associés
 - Sociétés par actions: souscription restreinte
- Interdit aux banques

— Aspects fiscaux

- Incertitude sur la valeur de souscription ses parts/actions (nominal vs. prix de marché)

— Schéma alternatif (SARL)



Immobilier

Introduction d'"Organisations Autorégulées"

- Abolition des licences en matière de droit de la construction
- Introduction d'« Organisations Autorégulées (« SROs ») a/c du 1er janvier 2010
- Partenariats non commerciaux
- 3 catégories de SROs
 - Diagnostic technique
 - Préparation de la documentation projet
 - Construction
- Fonctions majeures
 - Délivrance de certificats d'admission pour certains types des travaux
 - Contrôle et monitoring des travaux
 - Mise en jeu de la responsabilité disciplinaire
- Exigences en terme de nombre minimum de participants et montant du fonds de compensation

Commerce

Nouvelle loi sur le commerce de détail

- Traçabilité accrue sur les critères de sélection des fournisseurs de produits alimentaires
- Réglementation anti-monopole (interdiction d'ouvrir de nouveaux magasins dans les régions où les détaillants possèdent plus de 25% de parts de marché)
- Plafonnement des marges à 10% maximum
- Encadrement des délais de paiement pour les produits alimentaires (selon la période de conservation: 10, 30 ou 45 jours)
- Obligation des louers de points de vente de mettre à disposition des PME à minima 65% de la surface disponible
- Produits de première nécessité soumis à tarifs réglementés (en cas de hausse des prix >30% pendant 30 jours calendaires)

Environnement (1/2)

Nouvelle loi sur l'efficacité énergétique

- Circulation des marchandises
 - Introduction de classes d'efficacité énergétique
 - Retrait du marché des lampes incandescentes >100W (a/c 1/01/11)
- Secteur immobilier
 - Classes d'efficacité énergétique pour les immeubles de logement
 - Compteurs d'efficacité énergétique
 - Contraintes nouvelles (PDD, choix des matériaux, etc.)
- Secteur public
 - Réduction de la consommation d'eau, gaz, électricité, carburant, de 15% sur 5 ans
 - Réglementation des marchés publics (cahier des charges / appels d'offres)
 - Mise en place d'un contrats de services en matière énergétique
- Mécanismes de contrôle
 - Audits obligatoires (quinquennaux) et volontaires
 - Passeports / Registre Fédéral
- Avantages économiques et fiscaux (crédit d'impôt, amortissement accéléré)

Environnement (2/2)

Protocole de Kyoto – nouvelles règles de sélection des « JI projects »

- Investisseur basé en Russie
- Nouveaux organes de tutelle
 - Sberbank "Opérateur des crédits carbone"
 - Ministère du Développement Economique (« Centre de coordination »)
- Procédure simplifiée
 - Dépôt des dossiers pour expertise auprès de Sberbank
 - Validation du rapport d'expertise et recommandations par un Conseil d'experts (créé par Sberbank) pour le Centre de coordination
 - Approbation du projet par le Centre de coordination
- Nouveaux critères de sélection
 - Efficacité énergétique et écologique, potentiel technique et financier, effet économique et social
- Cadre juridique et fiscal incertain

Nouveautés dans le domaine fiscal (1/2)

TVA, Impôt sur les profits

— Récupération de la TVA

- Procédure accélérée (3 mois → 11 jours)
- Récupération possible avant audit des déclarations
- Conditions
 - Période d'existence minimale – 3 ans
 - Montant minimum d'impôts payés pour les 3 années précédentes – 10 Mrds de roubles (240 m. €)
 - Garantie bancaire obligatoire pour les autres contribuables

— Impôt sur le profits

- Taxation des dividendes de source étrangère reçus par une société russe
 - Participation minimale – 50% détenue pendant 1 an
 - Condition d'investissement minimal de 500 millions de roubles (approx. 12 millions euros) supprimée
- Plafond des intérêts déductibles
 - Règles temporaires (jusqu'à 30 juin 2010) – 15% pour les prêts en devises (inchangé) mais coefficient multiplicateur (x 2) du taux de refinancement de la Banque Centrale pour les prêts en roubles

Nouveautés dans le domaine fiscal (2/2)

Contributions sociales, "décriminalisation" de la sphère fiscale

- Remplacement de l'impôt social unique par 3 types des contributions sociales payées aux Fonds d'Etat non-budgétaires
 - Suppression du système régressif & taux maximum de 26%
 - Introduction d'un taux général de 34% (pour la quote-part des salaires n'excédant pas 415,000 roubles (approx. 9,430 euros)) et exonération au delà de 415,000 roubles
 - Exonération des rémunérations des étrangers travaillant temporairement en Russie (i.e. sur la base de visas/permis de travail)
- Décriminalisation de la sphère fiscale
 - Exonération de responsabilité en cas de (i) première infraction et (ii) indemnisation volontaire des dommages à l'Etat
 - Augmentation du plafond déclencheur de la responsabilité pénale (montant d'impayés d'impôts multiplié par 5 pour les personnes physiques et par 3 pour les sociétés)
 - Peines (amende, emprisonnement) uniquement pour les crimes intentionnels
 - Interdiction d'enquêtes parallèles en matières administrative et pénale

Perspectives de la législation russe (1/5)

Droit des sociétés

- Grandes orientations (propositions) en matière de développement de la législation sur les sociétés (Conseil de la Présidence)
 - Suppression des sociétés par actions fermées
 - Augmentation du montant du capital social obligatoire
 - SARL: de 10,000 à 1 million de roubles (approx. 24,000 euros)
 - Sociétés par actions: de 100,000 roubles à 2 millions de roubles (approx. 48 000 euros)
 - Apport initial exclusivement en numéraires
 - Libération intégrale du capital social lors de la création
 - Expertise juridique obligatoire des documents constitutifs
 - Exigences spécifiques nouvelles pour les sociétés par actions publiques
 - Suppression des actions fractionnaires

Perspectives de la législation russe (2/5)

Droit commercial

— Droit du travail

- **Projet de loi sur la responsabilité des dirigeants préparé par le Service Fédéral des Marchés Financiers**
 - Clarification des rôles et responsabilités des organes de direction et d'administration (Directeur général, gérant, membres du conseil d'administration)
 - Assurance responsabilité
 - Listes détaillées des droits et obligations des dirigeants
 - Procédures de nomination et résignation des dirigeants

Perspectives de la législation russe (3/5)

Union douanière

- Union douanière = Russie + Biélorussie + Kazakhstan
- Création d'un territoire douanier unique
- Code douanier
 - En vigueur à compter du 1er juillet 2010
 - Harmonisation des règles de déclaration et calcul des droits de douanes (e.g. détermination de la valeur en douane) des marchandises importées
 - Nouveaux régimes douaniers
 - Zone franche
 - Entrepôt franc
 - Procédure douanière spéciale
 - Règles de dédouanement et surveillance douanière
- Importations: taxation indirecte (TVA, droits de douanes, accises)
- Au sein de l'union : pas de droits de douanes, mais TVA due
- Exportations: TVA au taux de 0% et exonération de droits de douanes

Perspectives de la législation russe (4/5)

Fiscalité

- Projet de loi sur les prix de transfert (« PDT ») (préparé par le Ministère des Finances et le Ministère du Développement Economique en octobre 2009)
 - Extension des critères d'interdépendance entre sociétés
 - Introduction de 3 nouvelles méthodes de calcul des PDT
 - Modification de la notion d'accords/ contrats entre sociétés liées
 - Possibilité de conclure des accords préalables entre contribuables et organes fiscaux sur les PDT
 - Responsabilité fiscale (amende) en cas d'infraction à la réglementation sur les PDT = 40% du montant redressé
- Mesures anti-abus
 - Amélioration de la coopération internationale
 - Débat sur l'opportunité d'adopter des règles CFC

Perspectives de la législation russe (5/5)

Fiscalité (suite)

- **Projet de loi sur la consolidation fiscale (préparé par le Ministère des Finances)**
 - **Champ d'application**
 - Grandes entreprises, sauf résidents des zones économiques spéciales, sociétés bénéficiant régimes spéciaux d'imposition, sociétés en cours de liquidation et/ou banqueroute, sociétés ayant les arriérés d'impôt
 - Participation minimale: 90%
 - Période minimale d'existence du groupe: 2 ans
 - Banques et assureurs pourront créer des groupes consolidés seulement avec d'autres banques/assureurs
 - **Contrat enregistré auprès des organes fiscaux**
 - **Non consolidation des pertes de pré-intégration**
 - **Déclaration fiscale déposée par la société tête de groupe mais contrôle fiscal possible de tout membre du groupe**

Jean-François Marquaire

Jean-francois@marquaire@cmslegal.ru

Dominique Tissot

Dominique.tissot@cmslegal.ru

Avocats Associés

CMS, Russie

- Cabinet d'avocats international
- Présent en Russie depuis 1992
- 100+ avocats
- Offre intégrée de services juridiques et fiscaux

T: +7(495) 786 40 00

www.cmslegal.ru

Gogolevsky Blvd. 11

119019 Moscou